

COMMISSION REGIONALE DES FINANCES

Réunion du 21 septembre 2018 à Bourgoin

Membres Présents :

Outre les membres de droit Marcel FERRARI (Président de la Ligue), Jérôme VILLON (Directeur Général) et Jean PFAENDER (Président de la commission), étaient présents Chantal FERRARI (Trésorier Général Adjoint), René GERGELE et François JOUSSE.

Xavier DEMAY (Trésorier Général) et Philippe COLLARD (CTS) n'étaient pas disponibles et n'ont donc pas assisté à la réunion.

Ouverture de la séance à 10h15

L'examen des recettes et dépenses des 8 premiers mois de 2018 reposait sur le fichier transmis deux jours plus tôt par e-mail à chaque participant.

Deux sujets étaient à l'ordre du jour : examen des encours budgétaires et point sur les investigations menées ou à mener par les participants.

L'examen des comptes n'a pas fait ressortir d'anomalie marquante. Cependant, et comme lors des réunions précédentes, le caractère saisonnier de l'activité a dû être souligné pour expliquer la grande divergence entre des encours de recettes comme de dépenses notablement inférieurs aux lignes budgétaires correspondantes sans que cela constitue une anomalie.

L'analyse comparative 2017/2018 faite par Chantal montre que les engagements 2018 sont en avance sur leurs équivalents en 2017, peut-être pour des raisons techniques (factures parvenues plus tôt, pré-inscription des licences ...) sans divergence marquante.

Chantal observe cependant que les différences portent plutôt sur le marketing, sur les stages et matches qui coûtent plus cher (davantage de participants) et sur le fonctionnement (avec par exemple la rémunération des 3 membres prise en charge à partir d'avril l'an dernier mais dès janvier cette année). Enfin la réfection d'une partie des locaux loués entraîne leur non location (comme prévu) durant plusieurs mois.

En prenant les grands postes de comptabilité générale dans l'ordre numérique et en cherchant les écarts notables,

60 Achats RAS

61 Achats de sous-traitance et services extérieurs liés à l'investissement : le poste essentiel Cap'Form Seniors sera inférieur aux prévisions mais l'équilibre Dépenses / Recettes pour ce poste sera préservé dans les proportions budgétisées. Pour ce qui est des locations de véhicules, ce sont encore les tarifs de l'ancien contrat qui figurent et ce poste sera donc à revoir

62 Services extérieurs liés à l'activité : Les frais de déplacement comme les frais d'hébergement sont bien inférieurs aux prévisions mais il reste de nombreux engagements encore à venir il est donc trop tôt pour déterminer l'adéquation dépenses / budget. Un souci méthodologique pour RDF Lycées dont l'encours actuel est négligeable par rapport au budget car le pendant en recettes, 60 k€ de subventions sur 2 ans, risque d'être difficile à accorder avec cette branche en décrue.

63 Impôts et taxes : ce poste est en dépassement de 10 k€ en raison de la taxe sur les salaires

64 Charges de personnel : du fait des charges sociales, ce poste sera en dépassement

65 à 68 : pas d'observation particulière

Côté recettes

74 Subventions d'exploitation : côté Conseil régional, on devrait à peu près tenir la ligne budgétaire avec 138 /140 k€, le différentiel possible se limitant possiblement à 5 k€. En revanche, côté CNDS nous devrions perdre 25 k€ sur nos prévisions.

75 Autres produits de gestion courante :

- pour les licences, l'essentiel étant à venir au cours des mois de septembre à novembre, pas d'observation particulière. Nos prévisions en nombre ont été plus que tenues. En revanche, la péréquation licences Compétition / licences Loisirs n'ayant pas été telle qu'attendue, un moindre rendement semble inévitable, à chiffrer en novembre sur des données actualisées ;
- Pour les partenaires, il reste encore de nombreuses rentrées à venir, notamment avec Sport et Vitalité.
- Pour la chronométrie, avec la concurrence observée sur ce domaine, les recettes seront sans doute plutôt aux alentours de 10 k€ que de 20 k€.
- Les prestations Santé au travail enregistreront sans doute moins de recettes mais les dépenses correspondantes seront à proportion plus faibles également.
- Pour les mutations, le maigre encours actuel ne reflète pas le niveau définitif car les recettes sont attendues plutôt en septembre.
- Enfin, les 2 postes liés aux Labels doivent être appréciés au travers de leur mode de fonctionnement, avec un encaissement (30 k€) dans l'année rétrocedé à moitié l'année suivante. La recette attendue devrait donc être inférieure aux prévisions.

76 Produits financiers : ce poste bénéficiera de 1,7 k€ au titre des dividendes de parts sociales

77 à 79 : pas d'observation particulière

Point sur les investigations

La discussion a essentiellement porté sur le mode de fonctionnement de Sport et Santé dont le régime fiscal serait à faire préciser par un spécialiste. La veille de notre réunion, Jérôme VILLON avait envoyé par courriel à chaque participant une note de synthèse sur Sport et Vitalité. Il l'a commentée en tentant d'éclairer les participants sur la raison d'être de cette entité tout en approuvant le besoin d'éclaircissement fiscal. Jean PFAENDER prendra l'attache du cabinet d'avocats fiscalistes sollicité en 2017 pour déterminer un rendez-vous auquel assisteront en principe Xavier DEMAY, René GERGELE et Jérôme VILLON.

Pour ce qui concerne Njuko, Jean PFAENDER indique que le logiciel fonctionne bien et que les problèmes rencontrés sont d'ordre local. Un rendez-vous sera pris avec Philippe LAVIEILLE pour améliorer ce qui peut l'être. Puis une note d'utilisation pourra être rédigée, en tant que de besoin.

La séance est levée à 12h10. La prochaine réunion se tiendra à Bourgoin le vendredi 30 novembre à partir de 10H. L'ordre du jour portera sur le suivi budgétaire des 10 premiers mois et **surtout** sur la préparation du budget prévisionnel 2019. **La réunion débordera donc largement sur l'après-midi.**